

IV TEXTES ANNEXES

I— Intervention d'Eberlein (Albert), délégué du P.C. allemand au congrès de fondation de la III^e Internationale (3^e journée, 4 mars 1919) :

« Camarades ! Nous nous sommes occupés au début de la conférence, au cours de longues discussions, de la question de savoir si cette conférence devait devenir un congrès où serait fondée la III^e Internationale, ou si nous avions d'abord à préparer cette fondation. Sur proposition de la délégation allemande, qui était tenue par son mandat (1) de ne pas décider la fondation immédiate, nous nous étions mis d'accord pour que cette assemblée soit une conférence préparant la fondation de la III^e Internationale, et que celle-ci soit fondée seulement plus tard. Mais, étant donné qu'aujourd'hui, malgré la résolution adoptée, quelques délégués essaient de faire fonder dès maintenant la III^e Internationale, je suis obligé, je crois, de vous indiquer brièvement les raisons qui nous conduisent à déconseiller cette fondation immédiate. Quand on nous dit que la fondation de la III^e Internationale est une nécessité absolue, nous osons le contester. Quand on nous dit que le prolétariat a besoin dans sa lutte d'un centre politique, nous pouvons dire que ce centre existe déjà et que tous les éléments qui se situent sur la base du système des conseils ont déjà rompu avec les éléments de la classe ouvrière qui penchent encore pour la démocratie bourgeoise : nous constatons que la rupture se prépare partout et qu'elle est en train de se réaliser.

(1) Eberlein avait reçu de la centrale du P.C. allemand *un mandat impératif de voter contre une éventuelle fondation immédiate* et d'après Ernst Meyer, il devait même quitter la conférence au cas où les objections du K.P.D. seraient repoussées. Il faut rappeler que Rosa Luxembourg et Léo Jogichès à la lumière de l'expérience polonaise se méfiaient des volontés hégémoniques de Lénine et des bolcheviks. De plus, Rosa Luxembourg, à la suite de l'isolement du processus russe consécutif à la paix de Brest-Litovsk, était parfaitement consciente des déformations subies par le pouvoir des soviets et elle redoutait, tant que le mouvement international n'avait pas abouti à la victoire du prolétariat dans d'autres pays, ou du moins à la constitution d'organisations communistes véritables dans ces pays, que la nouvelle Internationale soit inféodée aux bolcheviks et devienne un simple instrument de défense de l'État russe. Eberlein dont l'intervention ci-dessus est loin de refléter tout le contenu de l'analyse et des craintes de Rosa Luxembourg, *passa outre son mandat et se contenta de s'abstenir lors du vote qui consacra la fondation immédiate de la III^e Internationale.*

Mais une III^e Internationale ne doit pas être seulement un centre politique, une institution dans laquelle les théoriciens se font les uns aux autres des discours chaleureux, elle doit être le fondement d'une puissance d'organisation. Si nous voulons faire de la III^e Internationale un instrument efficace de lutte, si nous voulons en faire un moyen de combat, alors il est nécessaire qu'existent également ces conditions préalables. La question ne doit donc pas, à notre avis, être discutée et tranchée d'un simple point de vue intellectuel, mais il est nécessaire que nous nous demandions concrètement si les bases d'organisation existent. J'ai toujours le sentiment que les camarades qui poussent si fort à la fondation se laissent énormément influencer par l'évolution de la II^e Internationale, et qu'ils veulent, après la tenue de la conférence de Berne (2), lui opposer une entreprise concurrente. Cela nous semble moins important, et lorsqu'on dit que la clarification est nécessaire, sinon les éléments indécis rallieront l'Internationale jaune, je dis que la fondation de la III^e Internationale ne retiendra pas les éléments qui rejoignent la II^e aujourd'hui, et que, s'ils y vont malgré tout, c'est que là est leur place.

Mais la question la plus importante en ce qui concerne la fondation de la III^e Internationale est d'abord de savoir ce que l'on veut, sur quelle plate-forme il est possible de se rassembler. Les rapports des camarades des différents pays montrent que les conceptions sur l'activité, sur les voies menant au but, étaient ignorées et que les délégués venus de différents pays ne pouvaient être venus avec l'intention de participer à la fondation de la III^e Internationale. Ce sera leur tâche que d'informer leurs camarades de parti en premier lieu, et l'invitation l'indique déjà, à la première page :

« Toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de la discussion la question de la convocation d'un congrès international des partis prolétariens révolutionnaires ».

Il est dit dans la convocation que nous avons d'abord à examiner la question de savoir s'il est possible de convoquer les camarades à un congrès de fondation. La profonde méconnaissance des voies et objectifs des différents partis, du moins tant que la discussion n'avait pas eu lieu ici, est démontrée par la lettre de Longuet (3), un camarade actif dans la vie politique, adhérent du centre, mais qui croit encore possible que nous participions aux séances de la conférence de Berne. En Allemagne non plus, nous n'avions aucune idée des divergences qui existaient entre les partis, et lorsque je l'ai quittée, je m'attendais à des divergences et des conflits graves sur les différentes questions. Je peux constater que nous sommes en réalité d'accord sur la plupart des questions, mais nous ne le savions pas auparavant.

(2) A l'initiative de groupes tels que le parti travailliste britannique ou les sociaux-démocrates indépendants d'Allemagne (U.S.P.D.) s'était ouvert à Berne en décembre 1918 une conférence destinée à faire renaître de ses cendres la II^e Internationale.

(3) Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, membre du parti socialiste français, cautionnera les tentatives de remise sur pieds de la II^e Internationale. Considéré par les bolcheviks comme le prototype du social-démocrate jaune, son exclusion sera nommément demandée en 1920 au congrès de Tours du parti socialiste par un télégramme de Zinoviev. Avec la fondation du P.C. français qui sortira de ce congrès, il accompagnera Blum et les minoritaires.

Si nous voulons entreprendre la fondation de la III^e Internationale, il nous faut d'abord dire au monde ce que nous voulons, expliquer le chemin qui est devant nous, sur quoi nous voulons et pouvons nous unir. Dire que la III^e Internationale avait déjà été fondée à Zimmerwald est inexact. Zimmerwald a depuis longtemps volé en éclats et seule une petite partie de la gauche peut être comptée pour un travail ultérieur en commun. Si toutes ces considérations nous font déconseiller d'entreprendre dès maintenant la fondation de la III^e Internationale, ce sont par ailleurs des questions organisationnelles qui nous en dissuadent. Quelle est en effet la situation dans ce domaine ? Il n'existe de véritables partis communistes que dans peu de pays; dans la plupart, ils ont été créés au cours de dernières semaines; dans plusieurs pays où il existe aujourd'hui des communistes, ceux-ci n'ont pas encore d'organisation.

Je suis étonné d'entendre le représentant de la Suède proposer la fondation de la III^e Internationale alors qu'il admet qu'il n'y a pas en Suède d'organisation purement communiste, mais seulement un fort groupe communiste au sein du parti social-démocrate suédois. Nous savons qu'il n'existe pas en Suisse, ni dans d'autres pays, de partis communistes à proprement parler, et que ceux-ci doivent d'abord y être créés, si bien que les camarades ne peuvent parler ici qu'au nom de groupes. Pouvons-nous dire vraiment qui se trouve derrière nous ? La Finlande, la Russie, la Suède, l'Autriche-Hongrie, les Balkans et même pas toute l'union car les représentants de Grèce et de Serbie ne considèrent pas Racovski (4) comme leur représentant. Il manque toute l'Europe occidentale; la Belgique, l'Italie ne sont pas représentées; le représentant suisse ne peut parler au nom d'un parti; il manque la France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal et l'Amérique n'est pas non plus capable de dire quels partis se trouveraient derrière nous. Il y a si peu d'organisations qui participent à la fondation de la III^e Internationale qu'il est difficile d'apparaître publiquement. Il est nécessaire par conséquent, avant d'entreprendre la fondation, de faire connaître notre plate-forme au monde entier et d'inviter les organisations communistes à déclarer si elles sont prêtes à fonder avec nous la III^e Internationale.

Il est nécessaire d'appeler à la formation d'organisations communistes, car il n'est plus possible de faire cause commune avec les Kautsky et les Scheidemann. Je vous demande instamment de ne pas entreprendre dès aujourd'hui la fondation de la III^e Internationale et je vous prie de ne pas agir avec précipitation, mais de convoquer à bref délai un congrès qui regroupera effectivement des forces derrière elle.

Telles sont les objections que mon organisation élève contre la fondation immédiate de la III^e Internationale; je vous prie de réfléchir mûrement pour savoir s'il serait avisé de fonder aujourd'hui l'Internationale sur une base si faible ».

(extrait du « 1^{er} congrès de l'Internationale communiste », E.D.I., p. 165-66-67)

(4) Christian Racovski était censé représenter la Fédération social-démocrate balkanique proclamée en 1915, mais celle-ci n'avait plus guère d'existence réelle en mars 1919. En fait, son activité en Russie depuis mai 1917 en avait fait un responsable bolchevik et sa proposition de fonder immédiatement la III^e Internationale au 3^e jour du congrès eut un rôle décisif en mettant fin aux hésitations entretenues par l'opposition d'Eberlein.

II— Liste des principaux communistes de gauche en 1918 :

R. Abramovitch	V.G. Miasnikov
N. Antonov (Loukine)	I. Minkov
Arkady (Kroumine)	N. Mouralov
V. Barychnikov	V. Ossinsky (Obolensky)
K. Bela-Kun	I. Ounchlikht (Unschlicht)
S.I. Bobinsky	M. Ouritsky
D. Bogolépov	G. Oussévitch
G. Boky	G. Piatakov
A. Boubnov	M. Pokrovsky
N.I. Boukharine	E. Préobrajensky
M. Bronsky	K. Radek
P. Chternberg (Stenberg)	S. Ravitch
Ia. Fenigchtein (Fenigstein ou Doletsky)	G. Safarov
V.N. Iakovleva	T. Sapronov
Em. Iaroslavsky	M. Savéliév (I. Vétrov)
Inessa (Armand)	I.I. Skvortsov-Stépanov
Vladimir Ivanov	V.M. Smirnov
S. Kossior	A. Solts
A. Kollontai	VI. Sorine
L. Kristman	A. Spoundé (Spunde)
V. Kouibychev	In. Stoukov
Iou. Lensky	I. Vardine-Mguéladzé
A. Lomov (Oppokov)	M. Vassiliev (Saratov)
N. Loukina (Boukharina)	A. Vybovskaïa
	B.G. Zoul

* Suite extraite des annexes du livre de L. Shapiro « Les bolcheviks et l'opposition » éd. les Iles d'or, p. 352

III— Extrait de l'article de N. Osinski intitulé « Sur la construction du socialisme » paru dans « Le Communiste » (numéros 1 et 2) en avril 1918 comme critique du texte de Lénine « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets » :

« Ces derniers temps, au sein de la majorité de notre parti, on est arrivé à une « nouvelle orientation », à de nouvelles problématiques. Nous ne parlons pas de politique extérieure mais de politique intérieure et plus spécialement de politique économique.

Cette nouvelle orientation qui provient du camarade Lénine est la suivante. Approximativement vers la fin janvier 1918, nous avons traversé une dure période de guerre civile, une époque d'écroulement soudain des forces et des ordres politiques et économiques qu'elles défendaient. Maintenant le temps s'est écoulé et celui d'un travail concret et positif pour la « construction organique » d'une nouvelle société est entamé. D'une part, nous devons construire le socialisme. D'autre part, nous devons avant tout et en premier lieu créer l'ordre que tout le monde réclame, et nous devons en finir avec la décomposition, l'indiscipline et la pourriture. Puisqu'aujourd'hui nous sommes forts, puisque nos ennemis ont été anéantis, nous n'avons pas à craindre d'utiliser les forces sociales qui auparavant s'étaient

opposées à nous. Nous devons donc laisser travailler pour nous « l'intelligentsia » qui nous sabotait antérieurement. Elle servait le capital pour de l'argent. Nous allons l'acheter nous-mêmes avec de l'argent. Dans l'intelligentsia se trouvent pour nous ces organisateurs de la production, ces « capitaines d'industrie » qui organisaient l'économie pour le capital, et ils y sont en grand nombre. Ainsi, comme nous forcerons les commandants tsaristes à nous aider à construire l'armée rouge, nous obligerons de la même manière les organisateurs de trust à acheter à un prix convenable l'organisation du socialisme.

« Apprendre l'organisation du socialisme aux organisateurs de trusts », telle est une maxime du camarade Lénine. Une autre dit : « Abandon de la négligence ». La négligence, le laisser-aller, le vol, tout ce qui fleurissait sur notre sol national, sont à l'ordre du jour, de haut en bas, dans les organisations qui dirigent les diverses branches de l'économie. « Ne pas piller, ne pas être paresseux, avant tout mener à bien les comptes », ces simples pétitions petites-bourgeoises doivent être nos principes les plus importants. On doit faire comprendre à tout le monde (employés, travailleurs, gratte-papiers) qu'il faut non seulement consommer, mais aussi travailler correctement. Pour cela, l'autodiscipline et la camaraderie sont nécessaires, mais aussi le renforcement du pouvoir dictatorial des commissaires qui ont été élus par les soviets, et en un mot, s'occuper non pas à bavarder mais à travailler. La productivité du travail doit être augmentée dans les usines au moyen de l'introduction du salaire aux pièces et des primes à la production, de même que dans le chemin de fer, etc... On doit aussi adopter le système américain Taylor qui combine le salaire à l'heure et aux pièces : ainsi, on paye non seulement la quantité de ce qui est réalisé, mais aussi en fonction d'un temps plus court de réalisation.

Les responsables de cette « nouvelle organisation » affirment que tout cela mène rapidement à la construction du socialisme, et que leur nouvelle conception des problèmes politiques est uniquement déterminée par l'existence à l'intérieur du pays d'une nouvelle période organique. *Cependant, toutes ces nouvelles organisations apparaissent, de façon surprenante, justement au moment de la signature du traité de paix, avec ce recul devant le capital mondial qui était accepté comme base de la paix imposée, avec ces grandes concessions à l'impérialisme étranger qui émanent de là.* La guerre a eu lieu non seulement pour la conquête du pays, du territoire; mais aussi pour amener économiquement ce territoire sous les tentacules du capital. Les impérialistes assurent leur emprise avec ces paix-conquêtes pour tirer profit de l'économie du pays vaincu. Et malgré cela, cette nouvelle période organique « socialiste », selon le camarade Lénine lui-même, peut s'ouvrir grâce à l'alliance et l'établissement de relations avec le capital étranger, duquel il veut obtenir de l'argent, des ingénieurs, des armes, des experts militaires et même des appuis militaires. Elle peut débiter avec la construction d'une armée appropriée, appelée « armée rouge », et qui pourtant se constitue dans un étroit (excessivement étroit et dangereux) collaborationnisme avec les officiers et les généraux tsaristes » (*souligné par nous*)

Note: il aurait été intéressant de publier un extrait *plus long* de l'article d'Osinski, voire même sa totalité. Mais comme notre traduction est faite à partir d'une traduction espagnole, venant elle-même de l'allemand (cf. « Democracia de trabajadores o dictadura de partido », Editora Zero, S.A, p. 81-83), nous avons préféré limiter les risques de mauvaise interprétation des idées exprimées.

De plus dans la suite de ce passage, Osinski polémique contre Lénine essentiellement du point de vue de l'économie russe. Et les critiques qu'il fait *ne lient plus aussi directement que ci-dessus les racines de la politique de Lénine à la signature du traité de paix de Brest-*

IV— La politique extérieure de l'U.R.S.S. (article extrait de « l'Internationale », revue du groupe Union Communiste — cf. note à la fin — no 33, 10 déc. 1937) :

Cette politique comprend à la fois les relations avec les États capitalistes et la pression faite sur ces États par l'intermédiaire des organisations dépendantes de la III^e Internationale. Les deux choses sont extrêmement liées et l'U.R.S.S. a soumis de plus en plus le second facteur au premier.

Diplomatie soviétique

La diplomatie de l'U.R.S.S., comme celle de tous les pays à cette époque, dépendit de sa situation de fait vis-à-vis des triomphateurs de Versailles et de la Société des Nations.

L'U.R.S.S., bien entendu, ne faisait pas partie des bénéficiaires du Traité de Versailles, et depuis Brest-Litovsk fut séparée de l'Entente et des tractations de la S.D.N. Elle s'apparentait sur ce plan à l'Allemagne, principale victime de Versailles.

Les États-Unis, hors du champ de la S.D.N., venaient ensuite s'ajouter à ces deux pays, où ils s'approprièrent à investir leurs capitaux. Remarquons de plus que pour l'Amérique, l'Union Soviétique apparaissait comme un chien de garde très vigilant près du Japon.

La simple diplomatie bourgeoise que les bolcheviks adoptaient à leur tour ordonnait donc que les premiers accords soviéto-impérialistes s'encadrent dans cette sorte de bloc anti-entente. Ce sont donc les liaisons avec les États-Unis et le Traité de Rapallo en 1922 avec l'Allemagne qui illustrèrent cet état de choses.

La formule « utiliser les contradictions inter-impérialistes » à laquelle les bolcheviks voulaient donner un tour révolutionnaire et par laquelle ils s'approprièrent à tout justifier au nom du marxisme, ne constituait en réalité que la définition même de la diplomatie bourgeoise. Quand un État bourgeois entre dans un bloc impérialiste, c'est pour utiliser les contradictions qui existent entre les pays auxquels il s'allie et les pays du bloc opposé.

L'Union Soviétique en s'opposant à la France, à l'Angleterre, à la Société des Nations voulut justifier politiquement aux yeux des ouvriers son attitude, plus exactement l'U.R.S.S. voulait faire soutenir sa diplomatie par les organisations communistes, en faisant de cette diplomatie un chapitre du programme de la III^e Internationale.

L'Entente et la S.D.N. furent montrées comme une coalition spécialement contre-révolutionnaire dirigée contre le régime intérieur de l'U.R.S.S.; en réalité l'Allemagne et les États-Unis n'étaient pas moins ennemis de la Révolution d'octobre que les États de la S.D.N. Celle-ci fut qualifiée avec une horreur toute spéciale de « repaire des bandits impérialistes »; mais la conférence de Gênes en 1922 constituait une réunion de ces bandits et pourtant Tchitchérine y fut envoyé et y débita un discours plein d'amabilité et de bassesse. Par ailleurs l'U.R.S.S. répondit à plusieurs convocations de ce « repaire des bandits impérialistes » (Conférence Navale de 1923, Conférence du Désarmement 1927).

Quand l'Union Soviétique signa le Traité de Rapallo, l'Internationale Communiste en cacha le caractère capitaliste derrière une théorie de défense des vaincus; les ouvriers de tous les pays seront invités à plaindre la bourgeoisie allemande dépouillée et écrasée par les dettes.

Dans toute cette période du pouvoir léniniste, les États furent occupés à restaurer leur

Litovsk. Même si beaucoup sont justes, elles débouchent sur des propositions qui recèlent toutes les illusions des communistes de gauche sur les nationalisations intégrales et la gestion ouvrière par en bas que nous avons déjà signalées.

économie disloquée par la guerre; mais tous leurs actes furent cachés derrière une fausse activité pacifiste. Malgré la propagande de la III^e Internationale, l'U.R.S.S. ne put pas résister au désir de participer à ce concert de tromperie pacifiste. Tout d'abord en 1922, en avril à Gênes, en juillet à La Haye, ensuite en 1923 à la Conférence du Désarmement en 1927.

Dès 1921 commencèrent d'autres manifestations diplomatiques : les pactes de non-agression qui se sont poursuivis jusqu'à nos jours. C'est ainsi que furent signés des pactes d'amitié avec la Perse, l'Afghanistan, la Chine, etc... Comme plus tard le pacte d'amitié avec l'Italie et presque tous les pays impérialistes. Les bolcheviks qui au début refusaient aux pays de l'Entente, la promesse de ne pas tolérer d'activité révolutionnaire contre eux, donnaient au contraire ces garanties politiques à l'Afghanistan et la Perse :

« Les parties contractantes ne permettront pas et empêcheront sur leur territoire l'organisation et l'activité de groupements, ainsi que l'activité des personnes isolées, nuisant à l'autre partie contractante en préparant le renversement du régime d'État » (août 1936).

Ce coup d'œil rapide de la politique extérieure, dans la période léniniste de l'U.R.S.S., montre qu'on ne pourra pas trouver de coupure nette avec la politique stalinienne; dans ce domaine, comme dans les autres, les bolcheviks ont, sous prétexte de nécessité, préparé le chemin du stalinisme.

L'entrée de Staline à la S.D.N. par exemple ne constituait pas en réalité de trahison spéciale, mais seulement une contradiction avec la propagande politique que la III^e Internationale avait développée précédemment dans le but de soutenir la position économique de l'U.R.S.S. contre l'Entente.

Un traité comme celui de Rapallo de 1922 constituait une compromission aussi dangereuse et d'autant plus néfaste que les bolcheviks le faisaient passer pour un modèle de travail révolutionnaire. Le 18 mai 1922, le Comité Central Exécutif de l'U.R.S.S. « exprimait sa satisfaction du traité russo-allemand, conclu à Rapallo, en le considérant comme la seule issue justifiable permettant de sortir des difficultés, du chaos et des dangers de guerre ».

Le gouvernement de Lénine reculait donc devant la pression de l'impérialisme et trouvait dans la capitulation, la « seule issue justifiable » contre l'offensive impérialiste qu'il appelait « difficultés, chaos, danger de guerre ». La lutte révolutionnaire du prolétariat russe était donc représentée par les tractations diplomatiques, mais, par rapport à la Révolution d'octobre, Rapallo signifiait défaite sur le plan international et c'est sur un ensemble de défaites de ce genre que grandissait le stalinisme, c'est-à-dire la défaite intérieure.

La diplomatie stalinienne qui succédera, prendra un caractère contre-révolutionnaire quand la maturation de la classe exploiteuse permettra à l'U.R.S.S. de se prononcer catégoriquement en face de la situation internationale nouvelle : en effet, à la période du pacifisme impérialiste, succédera la période de préparation intensive d'une nouvelle guerre impérialiste.

Staline, après avoir changé de camp, être entré à la S.D.N., avoir signé l'accord franco-soviétique, approuvera et encouragera le sur-armement du capitalisme français : l'U.R.S.S. travaillera à réaliser l'Union Sacrée dans tous les pays qui peuvent être ses alliés; dans les conflits guerriers qui éclateront comme prélude au conflit mondial, l'U.R.S.S. se joindra aux cuisines répugnantes de la S.D.N. (pour l'Éthiopie en particulier), du Comité de Non-intervention pour l'Espagne, et du Comité de Bruxelles (pour la Chine). Tout ce qui est un obstacle à cette préparation de la guerre sera combattu et écrasé : l'U.R.S.S. jouera le rôle de l'avant-garde de la contre-révolution.

Toute la diplomatie stalinienne comme le régime intérieur soviétique, interdit désormais de parler d'opposition de classe entre l'U.R.S.S. et les autres pays capitalistes. L'U.R.S.S. sera un objet d'agression au même titre que n'importe quel pays; elle n'est aux yeux des autres nations qu'un grand concurrent sur le marché mondial. Et les pays opposés à l'U.R.S.S. en veulent à ses position économiques et non à son régime qui ressemble plus à celui des états fascistes ses « ennemis » qu'à celui des pays démocratiques ses « alliés ».

Ce n'est pas la démocratie prolétarienne que la bureaucratie soviétique défend, car elle l'a supprimée; ce n'est pas le bien-être des masses ouvrières puisqu'elle les exploite; ce n'est pas le pouvoir des soviets et des syndicats, puisqu'ils n'en ont plus.

Ce que défend le stalinisme (et que le prolétariat n'a pas à défendre) ce sont les débouchés nécessaires à ses revenus commerciaux, et le territoire russe où il « possède » des richesses immenses et des millions d'ouvriers à exploiter.

La III^e Internationale Instrument de l'État russe

En disant que l'État ouvrier ne pouvait subsister que par l'aide du mouvement révolutionnaire international, les communistes voulaient exprimer que l'U.R.S.S., grâce aux difficultés intérieures créées aux gouvernements bourgeois, pouvait attendre un moment l'avènement au pouvoir du prolétariat dans un nombre de pays suffisant pour constituer un bloc inébranlable. L'action des ouvriers de tous les pays constituait donc à la fois un obstacle à l'intervention impérialiste en U.R.S.S. et la marche vers la formation d'un nouveau pouvoir révolutionnaire.

Mais le recul du mouvement ouvrier dans tous les pays poussa le gouvernement bolchevik non plus à espérer et à faciliter la marche d'une révolution nouvelle, mais simplement à se servir de l'agitation ouvrière comme moyen de pression dans les marchés avec les pays capitalistes.

Une opposition communiste dans une nation bourgeoise renforçait la position diplomatique et économique de l'U.R.S.S., mais l'éclatement d'une révolution ne pouvait au contraire que gêner les pourparlers des ambassadeurs soviétiques et créer des difficultés à l'U.R.S.S.

Dans cet ordre d'idée, le traité de Rapallo a certainement eu une grande influence sur la politique de la III^e Internationale : la « négligence » des dirigeants russes du Komintern vis-à-vis du mouvement révolutionnaire de 1923 en Allemagne, peut facilement être expliquée par le désir de ne pas compromettre les appuis économiques de l'U.R.S.S. sur l'Allemagne, dans un mouvement révolutionnaire qui pouvait échouer.

Plus tard la décision de Staline en Chine en 1927 de livrer le prolétariat à Tchang-Kai-Chek doit être expliquée par les mêmes raisons. Enfin, toute la politique néfaste de la III^e Internationale, toute sa soumission à l'État russe dès le début, serait à reprendre avec de semblables considérations.

Aujourd'hui, l'U.R.S.S. a, comme dans tous les domaines, donné un caractère ouvertement contre-révolutionnaire aux directives qu'elle envoie aux organisations communistes étrangères. La réconciliation avec la social-démocratie, la politique du Front Populaire, la réconciliation des ouvriers avec « la Marseillaise », le drapeau tricolore et l'armée sont au plus haut point édifiantes.

En Espagne enfin, l'U.R.S.S. avec ses munitions et son or, donna au P.S.U.C. une telle puissance qu'il peut écraser dans le sang les ouvriers révolutionnaires anarchistes et pou-

mistes et rétablir la domination de la bourgeoisie démocratique.

Les organisations communistes, sous le contrôle de l'U.R.S.S. œuvrent aujourd'hui à la préparation de la nouvelle tuerie impérialiste et seront les agents de la bourgeoisie pour la dénonciation et la répression des défaits révolutionnaires.

Conclusion

Pour conclure, il nous faut tout d'abord éliminer à jamais les expressions oppositionnelles périmées comme celles qui tendent à faire croire que Staline fait des erreurs, qu'il défend mal les conquêtes de la Révolution d'octobre et que ses fautes proviennent de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Non, Staline fait la politique d'une nouvelle classe basée sur l'exploitation des ouvriers; tout ce qui reste en Russie de la Révolution d'octobre a été transformé en instrument contre-révolutionnaire. Le monopole du commerce extérieur, les plans, la grande industrialisation rapprochent l'U.R.S.S. non du socialisme, mais du capitalisme moderne, du fascisme. Le prolétariat n'y a pas plus le pouvoir en U.R.S.S. que dans la chambre des Députés en France ou dans les corporations en Italie. L'U.R.S.S. s'appuie dans le monde sur les États impérialistes et organise partout la contre-révolution sanglante. Lutter pour la défense de l'U.R.S.S. c'est se dresser contre l'émancipation du prolétariat russe, en même temps que favoriser l'union sacrée dans tous les pays.

Nous avons tenté dans cet article de placer la discussion sur l'U.R.S.S. sur un terrain nouveau, c'est-à-dire débarrassé le plus possible des préjugés, des formules sacro-saintes qui ont étouffé la compréhension et la discussion marxistes depuis des dizaines d'années.

Les erreurs que les bolcheviks ont été poussés à faire par une situation internationale défavorable, nous ne voulons pas les accepter comme dogme et comme directive pour une autre période révolutionnaire à venir.

Le prolétariat international, et spécialement sur le champ de bataille russe, a été battu : les formes que la défaite a prises, ce sont à l'extérieur, les capitulations diplomatiques au cours des difficultés économiques; à l'intérieur, la structure bureaucratique dictatoriale de l'État dans les mains d'une fraction politique. Que la bourgeoisie stalinienne se soit développée sur ce recul devant l'impérialisme et sur la réconciliation avec lui, c'est là un phénomène historique aussi normal que le développement du capitalisme sur le progrès industriel.

Que le régime dictatorial créé par la fraction de Lénine, en face de l'offensive impérialiste soit une conséquence de l'immaturité de la situation, et finalement une victoire de l'impérialisme, on peut l'affirmer nettement aujourd'hui; comment s'étonner alors que ce régime d'absolutisme ait constitué précisément la base du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie ?

En résumé, l'expérience russe très riche en enseignement doit surtout nous pousser à détruire les mauvaises herbes développées sur une situation intérieure et internationale défavorable; elle doit aussi nous inciter à penser d'avance à ce que le pouvoir prolétarien doit être dans une situation plus mûre, dans des pays où le développement économique a réalisé les conditions mêmes de l'organisation socialiste. Ce qui manquait à l'U.R.S.S. en 1917 aura été réalisé par le stalinisme contre-révolutionnaire qui aura joué le rôle du fascisme en Italie et capitalisme moderne en général.

Ouvriers d'U.R.S.S., l'heure n'est pas plus au réformisme en U.R.S.S. que dans aucun autre pays, mais à de nouvelles luttes révolutionnaires. Les combats d'octobre 17, comme la Commune de Paris, comme les luttes prolétariennes sanglantes de nombreux pays ces

dernières décennies, n'ont pas abouti au but, mais elles ont éveillé des millions et des millions d'ouvriers du monde entier à la conscience de classe et leur ont montré la puissance irrésistible que peut acquérir le prolétariat. Ouvriers d'U.R.S.S. ! La lutte de 1917 a avorté, mais l'heure est plus que jamais venue de faire votre révolution socialiste, d'organiser votre pouvoir prolétarien. — Contre votre exploiteur, contre la guerre impérialiste où la bourgeoisie stalinienne veut vous entraîner, préparez l'insurrection prolétarienne !

Note: L'Union Communiste fut une organisation révolutionnaire — une des très rares — qui exista entre 1933 et 1939. Elle naquit d'une scission dans la Ligue Trotskyste et recueillit au fil des années d'autres réfractaires au trotskysme, des conseillistes, des scissionnistes du bordiguisme, etc, au fur et à mesure de son évolution vers les positions de la gauche germano-hollandaise.

Son organe était « l'Internationale », d'abord un journal ensuite une revue, et eut dans les meilleurs moments une parution mensuelle régulière. Les articles particulièrement nombreux sur le Front Populaire, sur la Russie, sur la guerre d'Espagne sont encore aujourd'hui d'un intérêt certain pour leur dénonciation des mystifications capitalistes telles que le frontisme, le capitalisme d'État baptisé « socialiste », l'anti-fascisme, la démocratie, etc...

Tous les numéros de « l'Internationale » peuvent être consultés à la Bibliothèque Nationale. Signalons que la revue « Jeune Taupé » du groupe « Pour une Intervention Communiste » (47, rue St Honoré - 75001 - Paris) a publié et publiera des articles extraits de « l'Internationale », des tracts rédigés par l'Union Communiste.

V. Politique étrangère ou solidarité ouvrière — Simon Rubak

Un État est une forme structurelle d'une nation ; il doit avoir à l'extérieur comme à l'intérieur, une politique pro-nationale. A l'extérieur, s'il ne l'a pas, il finit pas être absorbé ou mis en tutelle par un ou d'autres États ; il est également appelé à disparaître si, à l'intérieur, la nation se désagrège. Or les nations contiennent des catégories sociales distinctes. Parmi elle, celle des capitalistes industriels et celle des ouvriers appartiennent chacune à une classe sociale qui s'étend sur l'ensemble du monde mais se trouve sectionnée par les frontières des États. Ces derniers sont donc forcés, sous peine de disparition, de faire appel au patriotisme, au nationalisme ou au chauvinisme pour agglomérer, à l'intérieur de leurs frontières, les catégories sociales disparates et, en particulier, les sections nationales antagonistes de la classe capitaliste industrielle et de la classe ouvrière.

Mais les limites nationales ne conviennent pas au capitalisme parce que c'est un système économique qui nécessite la « libre circulation des biens » et l'universalité des échanges : les capitalistes ont fait abolir les frontières, douanes, disparités monétaires féodales au temps des diligences et, au temps des avions supersoniques, ils supportent de plus en plus mal les disparités monétaires, douanes et frontières des États. Ils ne laissent pas ceux-ci, par exemple, contrôler véritablement le mouvement international des capitaux privés.

Les structures étatiques ne constituent pas, en effet, une nécessité absolue pour le système économique capitaliste, dans lequel se situent, aux pôles opposés, le patronat et les ouvriers ; néanmoins, dans la large mesure et partout où ils le peuvent, les capitalistes et surtout les groupes capitalistes très puissants utilisent pour leurs intérêts économiques l'autorité des États en exerçant, dans les coulisses du Pouvoir, des pressions sur la politique des gouvernants. Ces derniers conservent, dans les relations d'État à État, certains pouvoirs souverains, par exemple en ce qui concerne le protocole, les visites officielles, les échanges culturels, la diplomatie, les ententes ou menaces militaires, la signature du déclenchement ou de l'arrêt d'hostilités. Mais dans chaque pays, les groupes capitalistes les plus puissants usent de leur *influence* pour que leurs intérêts économiques, d'ailleurs rarement convergents soient mis en avant. Ils parviennent ainsi à faire des affaires à la faveur de la politique extérieure de leurs gouvernements respectifs, mais ils en font aussi, à l'échelle internationale, entre eux, à titre privé, sans l'intermédiaire des gouvernements. Les capitalistes maintiennent de la sorte les relations internationales de leur classe sociale, et donc sa cohésion, même quand il se produit des renversements d'alliances, des ruptures diplomatiques ou des conflits armés.

Les ouvriers, eux, du fait qu'ils appartiennent à une classe dominée, économiquement et socialement infériorisée, n'ont pas ces possibilités : ce n'est pas, bien sûr, par leur influence sur des organismes officiels comme le Bureau International du Travail ou telle sous-commission de l'O.N.U., ni par ces intermédiaires-là que se réalise la cohésion internationale de la classe ouvrière ! Et ce n'est que dans une mesure tout-à-fait minime que cette cohésion peut se faire malgré les frontières, les distances, les obstacles linguistiques, par des relations entre des ouvriers ou entre leurs organisations de base, relations souvent interdites et, alors, d'une illégalité terriblement périlleuse. Lorsque les ouvriers obtiennent la possibilité de s'organiser, c'est, au mieux, dans un cadre national et là, ils manquent des moyens pour intervenir dans le jeu politique extérieur, y compris celle de leur propre pays. Avant tout

par manque d'information. Les communications diplomatiques, si minime soit leur importance — quand elles en ont une ! — sont secrètes ou confidentielles ; le public n'a connaissance que de renseignements sans signification claire et véridique, mais des nouvelles sensationnelles sont diffusées lorsqu'il s'agit d'émouvoir l'opinion dans des buts inavoués. Dans la politique extérieure des États, les ouvriers n'ont un rôle à jouer, rôle de masse de manœuvre, rôle de dupes, que lors de circonstances exceptionnelles, de situations historiques critiques ; le reste du temps, ils ne sont pas consultés, ni informés.

Il faut reconnaître que si l'information était complète on n'y verrait pas plus clair : dans chacun des « quelque cent vingt ou cent trente États de la planète, il existe un ministère des Affaires Extérieures où des policiers et des fonctionnaires sont en relations suivies ou intermittentes avec leurs homologues de tous les autres États pour toutes sortes de questions, territoriales, militaires, maritimes, commerciales, industrielles, agricoles, monétaires, financières, culturelle, protocolaires, de prestige, etc... Et le personnel politique et administratif de chaque État voit dans les autres États des rivaux, des ennemis, des alliés, s'efforce de nouer ou dénouer des coalitions et subit de l'intérieur comme de l'extérieur des pressions disparates, divergentes, convergentes ou opposées.

Dans cet échec complet, toute « ligne générale » qui paraît se dégager reste du domaine des hypothèses, tout pronostic est hasardeux, les « responsables » consultent des cartomanciens, car ceux-là mêmes qui, professionnellement détiennent quelques extrémités des fils d'intrigues ne savent jamais très bien jusqu'où ces fils conduisent, ni où ni quand ils vont casser. Lorsque des nœuds inextricables se présentent, les experts, ignorant par quel bout s'y prendre, s'empressent de reporter sur des opinions publiques aux réactions simplistes la responsabilité des dénouements. Ces experts ont d'ailleurs une vue curieusement allégorique et même anthropomorphe des États et des événements internationaux, vue qu'ils ne peuvent exprimer qu'en des termes dont le sens littéral est absurde. Et ils en arrivent à penser vraiment que, comme ils le disent, « la Chine » peut « se réveiller d'un long sommeil », que « Moscou » peut « voir d'un très mauvais œil un rapprochement entre Washington et Pékin », que, « pour le Quai d'Orsay », « la France doit être présente dans l'Océan Indien », que « l'Allemagne a aidé l'Italie à se relever », que « l'Amérique accentue sa pression sur l'Amérique Latine » etc... etc... Ce langage, qui impose à quiconque s'intéresse à la politique internationale une conception mythologique, n'est pas du tout innocent : il conduit très souvent à d'effrayantes inepties, mais surtout il conduit à assimiler des territoires et leurs habitants à des États et leurs dirigeants, il conduit donc à impliquer, à compromettre dans le jeu et les machinations de ces dirigeants, eux-mêmes manœuvrés par des « pressions » et des « influences » de toutes sortes, des populations naturellement ou artificiellement réunies en nations. Chacune de celles-ci est présentée en bloc, de sorte qu'on n'y distingue plus la diversité des personnes et des catégories sociales, et encore moins l'antagonisme des sections de la classe capitaliste et de la classe ouvrière qui s'y trouvent. c'est là un piège.

Prendre part, d'une manière ou d'une autre à de la *politique extérieure*, c'est immanquablement prendre parti et en aveugle, sans informations complètes véridiques — pour ou contre un, des États, ou groupes d'États ; c'est, par la façon même de penser, accepter l'intégration, dans l'amalgame national, de toutes les sortes de catégories sociales et, parmi elles, des sections antagonistes de la classe capitaliste industrielle et de la classe ouvrière. Quand des ouvriers acceptent cette intégration, cette union des classes dans la nation, ils perdent du coup, sur l'heure, conscience de leur internationalité qui constitue pourtant,

avec le nombre et avec le rôle dans la production la force des travailleurs exploités. Ils ne font dès lors partie que d'une masse de manœuvre pour les politiques extérieures « influencées » des États dont ils se sont faits agents d'exécution, dupes et victime. Et dans le même temps qu'ils trahissent leur classe en abandonnant l'internationalisme, comme le 2 août 1914, ils paient cette trahison de leur sang.

Il est difficile d'imaginer, pour les sections nationales de la classe ouvrière, une « politique étrangère » plus impérative que la coordination à l'échelle internationale, de ses luttes contre la classe capitaliste mondiale. Quelle victoire peut-elle espérer, étant donné la répartition géographique des industries sur la planète, si les travailleurs ne sont pas, par des activités concertées, concrètes et efficaces, internationalement solidaires ? Le nationalisme inclut les ouvriers dans la politique extérieure des États ; par l'internationalisme ils se débarrassent de cette politique étatique en ce sens qu'ils la refusent, c'est-à-dire qu'ils refusent totalement de s'intéresser à ce jeu tordu, d'y jouer, d'en être les jouets et d'y être un enjeu.

Spontanément, les populations, en temps de paix, se désintéressent des « affaires étrangères », sac d'embrouilles où la plupart des gens reconnaissent n'y rien comprendre ; en quoi ils se montrent au moins aussi intelligents que ceux qui prétendent y voir clair ; en tous cas c'est honnête et sain. Malheureusement, cette indifférence, toute passive, représente moins un vrai refus qu'un renoncement momentané : dès que se manifeste une tension entre « l'étranger » et l'État auquel ils appartiennent, les gens se sentent concernés, donc en situation d'enjeu, ils se laissent prendre au jeu et s'en font les jouets. Par contre, ceux des ouvriers qui ont conscience de leur internationalité ne peuvent être, ni devenir, en aucun cas, étrangers les uns aux autres. L'indifférence en matière de politique étrangère acquiert alors le caractère d'un refus formel, d'une négation du nationalisme pour une affirmation de l'internationalisme ouvrier.

Il est vrai que cette indifférence laisse les mains libres aux gouvernements qui, justement, se gardent bien d'informer la population de crainte qu'elle se mêle de leurs tractations et gêne leurs intrigues. Mais nul n'a jamais pu empêcher que des intrigues se fassent et il n'est même pas toujours utile de les gêner quand il suffit d'en empêcher les effets pour les rendre vaines. Si, en politique extérieure, des tractations dont l'objet est, le plus souvent, dérisoire, revêtent une importance épouvantable, c'est uniquement parce que des populations entières acceptent et exécutent des décisions prises par les politiciens et fonctionnaires de leurs États respectifs, à la suite de négociations menées strictement entre eux. Sans l'adhésion nationaliste des peuples, les manœuvres de politique étrangère seraient aussi futiles que celles des stratèges du Café du Commerce.

La situation politique internationale, à moins d'en faire une description apparemment réaliste dans le style allégorique et anthropomorphe des spécialistes, peut — voilà l'icône — qui va faire une image ! — se comparer à celle d'une espèce de jeu d'échecs à cent trente partenaires ne disposant pas tous des mêmes pièces, où chaque pièce perdue cause la ruine, la misère, la souffrance ou la mort d'une multitude de gens. Comment ces derniers peuvent-ils échapper à leur sort ? Certainement pas en s'intéressant au jeu, de façon à aider les joueurs mais plutôt en flanquant l'échiquier par terre afin d'empêcher le déroulement d'une partie aussi monstrueuse. Ne dit-on pas « une seule solution, la révolution ? » La seule politique extérieure vraiment efficace des ouvriers de chaque pays pour réaliser cette solution n'est autre que la coordination internationale de leurs efforts, avec un état d'esprit de solidarité internationaliste, dans une lutte de classe qui se déroule essentiellement, qu'on le veuille ou non, à l'échelle mondiale.

LA TRAGEDIE RUSSE

LA CAPITULATION DE BREST-LITOVSK

par Rosa LUXEMBOURG

(SEPTEMBRE 1918)

Depuis la paix de Brest-Litovsk, la révolution russe est dans une mauvaise passe. La politique qui a guidé les bolcheviks est évidente : la paix à tout prix pour gagner un peu de répit, établir et affermir entre-temps la dictature prolétarienne en Russie, réaliser le plus grand nombre possible de réformes dans le sens du socialisme et attendre ainsi qu'éclate la révolution prolétarienne internationale, en hâter conjointement l'avènement par l'exemple russe. Les masses populaires russes en avaient plus qu'assez de la guerre, le tsarisme avait laissé derrière lui une armée désorganisée, la poursuite de la guerre semblait donc devoir déboucher à coup sûr sur un vain massacre de la Russie et il n'y avait pas d'autre issue possible qu'une conclusion rapide de la paix. C'est ainsi que Lénine et ses amis dressaient le bilan.

Il leur était dicté par deux convictions purement révolutionnaires : une foi inébranlable dans la révolution européenne du prolétariat, qui constituait pour eux la seule issue et la conséquence inévitable de la guerre mondiale et la décision non moins inébranlable de défendre jusqu'au bout le pouvoir qu'ils avaient conquis en Russie afin de s'en servir pour accomplir le plus énergique et le plus radical des bouleversements.

Mais c'était, dans sa majeure partie, un bilan dressé à l'insu du propriétaire, en d'autres termes, sans le militarisme allemand auquel la Russie s'est livrée pieds et poings liés par la paix séparée. En fait, la paix de Brest n'est qu'une capitulation du prolétariat révolutionnaire russe devant l'impérialisme allemand. Certes, Lénine et ses amis ne se sont pas trompés sur les faits, pas plus qu'ils n'ont trompé les autres. Ils ont reconnu la capitulation sans détours. Malheureusement, ils se sont fourvoyés dans l'espérance de pouvoir acheter un véritable répit au prix de cette capitulation, de pouvoir échapper réellement à l'enfer de la guerre mondiale par une paix séparée. Ils n'ont pas tenu compte du fait que la capitulation de la Russie à Brest-Litovsk aurait pour conséquence un énorme renforcement de la politique impérialiste pan-germanique et affaiblirait, par là-même, les chances d'un soulèvement révolutionnaire en Allemagne, ne mènerait nullement à la fin des hostilités

avec l'Allemagne mais introduirait simplement un nouveau chapitre de cette guerre.

En effet, la « paix » de Brest-Litovsk est une chimère. La paix n'a pas régné un seul instant entre la Russie et l'Allemagne. Depuis Brest-Litovsk et jusqu'aujourd'hui, la guerre a continué, une guerre particulière, unilatérale : avancée allemande systématique et repli silencieux des bolcheviks, pas à pas. L'occupation de l'Ukraine, de la Finlande, de la Livonie, de l'Estonie, de la Crimée, du Caucase, d'un nombre sans cesse croissant de territoires de la Russie du Sud — voilà le résultat de « l'état de paix » qui règne depuis Brest-Litovsk.

Et cela voulait dire : premièrement, l'écrasement de la révolution et la victoire de la contre-révolution dans tous les fiefs révolutionnaires de Russie. Car la Finlande, les pays baltes, l'Ukraine, le Caucase, les territoires de la mer Noire — tout cela, c'est la Russie, c'est-à-dire le terrain de la révolution russe, n'en déplaie aux phraséologues creux et petit-bourgeois qui papotent sur « le droit des nations à l'auto-détermination ».

Deuxièmement, cela veut dire que la partie grand-russe du terrain révolutionnaire est coupée des régions à blé, à charbon, à minerai, à pétrole, c'est-à-dire des sources de vies essentielles de la révolution.

Troisièmement : tous les éléments contre-révolutionnaires de l'intérieur de la Russie y trouvent encouragement et renfort en vue d'une résistance acharnée contre les bolcheviks et les mesures qu'ils prennent.

Quatrièmement : l'Allemagne se voit assigner un rôle d'arbitre dans les relations politiques et économiques de la Russie avec ses propres provinces — Finlande, Pologne, Lithuanie, Ukraine, Caucase — et avec ses voisins — la Roumanie.

La conséquence générale de cette ingérence illimitée de l'Allemagne dans les affaires de la Russie est bien évidemment un monstrueux renforcement de la position de l'impérialisme allemand à l'intérieur comme à l'extérieur, ce qui chauffe à blanc la résistance et la volonté belliqueuse des pays de l'Entente et signifie donc la prolongation et le durcissement de la guerre mondiale. Et plus encore : le manque de résistance de la part de la Russie qu'ont révélé les progrès sans entraves de l'occupation allemande, devait bien naturellement faire miroiter à l'Entente et au Japon la possibilité d'une contre-offensive en territoire russe afin d'éviter un déséquilibre considérable en faveur de l'Allemagne et de satisfaire conjointement les appétits impérialistes aux dépens d'un colosse sans défense. A présent, on lui enlève le Nord et l'Est de la Russie d'Europe ainsi que toute la Sibérie et l'on supprime ainsi aux bolcheviks leurs dernières sources vitales.

Ainsi, la révolution russe, grâce en définitive à la paix de Brest, est encerclée, affamée, harcelée de toutes parts.

Mais même à l'intérieur, sur le terrain que l'Allemagne a bien voulu

laisser aux bolcheviks, on a contraint le pouvoir et la politique de la révolution à dévier du droit chemin. *Les attentats contre Mirbach et Eichhorn (1) sont une réponse bien compréhensible au régime de terreur que l'impérialisme allemand fait régner en Russie.* Certes, la social-démocratie a toujours dénoncé la terreur individuelle, mais uniquement parce qu'elle lui opposait un moyen plus efficace, la lutte de masse et non parce qu'elle lui préférerait l'acceptation passive de la dictature réactionnaire. *Prétendre que les socialistes révolutionnaires de gauche ont commis ces attentats à l'instigation ou pour le compte de l'Entente, constitue bien sûr l'une des falsifications officieuses du W.T.B. (2).* Ou bien ces attentats devaient donner le signal d'un soulèvement de masse contre l'hégémonie allemande, ou bien il s'agissait là d'actes de vengeance impulsifs, motivés par le désespoir et la haine du régime sanglant que fait régner l'Allemagne. Quelles qu'aient été les intentions sous-jacentes, ils étaient porteurs d'un grand danger pour la cause de la révolution en Russie, celui d'une scission à l'intérieur du regroupement socialiste établi jusqu'à présent. *Ils ont taillé la brèche entre les bolcheviks et les socialistes révolutionnaires de gauche, ou plus encore, ils ont creusé le fossé, suscité une inimitié à mort entre les deux ailes de l'armée de la révolution.*

Certes, les différences sociales, elles aussi — le contraste entre la paysannerie possédante et le prolétariat rural entre autres choses — auraient tôt ou tard amené la rupture entre les bolcheviks et les socialistes révolutionnaires de gauche. Mais jusqu'à l'attentat contre Mirbach, il ne semblait pas que les choses en soient arrivées là. *Il est de fait, en tout cas, que les socialistes révolutionnaires de gauche accordaient leur soutien aux bolcheviks. La révolution de Novembre qui a porté les bolcheviks à la barre, la dissolution de la Constituante, les réformes que les bolcheviks ont accomplies jusqu'à présent auraient difficilement été possibles sans la collaboration des socialistes révolutionnaires de gauche. Brest-Litovsk et ses conséquences ont taillé la première brèche entre les deux courants. L'impérialisme allemand joue aujourd'hui le rôle d'arbitre dans les relations des bolcheviks avec ceux qui étaient leurs alliés dans la révolution, de même qu'il arbitre leurs relations avec les provinces qui bordent la Russie et les Etats voisins. Tout ceci, bien évidemment, ne fait qu'accroître les oppositions déjà considérables au pouvoir et à l'œuvre de réformes des bolcheviks, ne fait que rétrécir la base sur laquelle repose leur pouvoir. Le conflit interne et la scission entre les éléments hétérogènes de la révolution étaient sans doute inévitables en soi, comme ils sont inévitables dans*

(1) L'assassinat du comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, en juillet 1918, fut le signal du déclenchement de l'insurrection des S.R. de Bauche (voir notre chap. IV, p. 29).

(2) W.T.B. : Wolffs Telegraphisches Büro, Agence de Presse.

tout processus de radicalisation d'une révolution en marche. Mais à présent le conflit est, en fait, intervenu à propos de la dictature du sabre qu'exerce l'Allemagne sur la révolution russe. L'impérialisme allemand est le couteau que l'on retourne dans la plaie de la révolution russe.

Mais ce ne sont pas là tous les dangers ! Le cercle d'airain de la guerre mondiale qui semblait brisé à l'Est se referme autour de la Russie et du monde entier sans la moindre faille : l'Entente s'avance au Nord et à l'Est avec les Tchécoslovaques et les Japonais — conséquence naturelle et inévitable de l'avance de l'Allemagne à l'Ouest et au Sud. Les flammes de la guerre mondiale lèchent déjà le sol russe et convergeront sous peu sur la révolution russe. En fin de compte, il s'est avéré impossible pour la Russie de se retrancher isolément de la guerre mondiale, fût-ce au prix des plus grands sacrifices.

Et maintenant, la pire des menaces guette les bolcheviks au terme de leur chemin de croix : on voit s'approcher le spectre sinistre d'une alliance entre les bolcheviks et l'Allemagne ! Ce serait là, sans aucun doute, le dernier maillon de la chaîne fatale que la guerre mondiale a jetée autour du cou de la révolution russe : d'abord le repli, puis la capitulation et enfin d'alliance avec l'impérialisme allemand. Ainsi, la guerre mondiale à laquelle elle voulait échapper à tout prix ne ferait que précipiter la révolution russe aux antipodes : du camp de l'Entente sous le tsar, elle passerait dans le camp de l'Allemagne sous les bolcheviks.

Que le premier geste du prolétariat révolutionnaire russe après l'explosion de la révolution ait été de quitter le ban de l'impérialisme franco-anglais, n'en demeure pas moins un fait de gloire. Mais, compte tenu de la situation internationale, entrer dans le ban de l'impérialisme allemand est encore bien pire.

Trotsky aurait déclaré que si la Russie avait le choix entre l'occupation japonaise et l'occupation allemande, elle choisirait cette dernière parce que l'Allemagne est beaucoup plus mûre pour la révolution que le Japon. Cette spéculation est manifestement tirée par les cheveux. Car le Japon n'est pas seul en cause en tant qu'adversaire de l'Allemagne, il s'agit aussi de l'Angleterre et de la France, et nul ne peut dire si les conditions internes y sont plus ou moins favorables à la révolution prolétarienne qu'en Allemagne. Le raisonnement de Trotsky est faux *a priori* dans la mesure où chaque renforcement et chaque victoire du militarisme allemand ébranle les perspectives et l'éventualité d'une révolution en Allemagne.

Mais outre ces arguments prétendument réalistes, il en est d'autres qu'il faut prendre en considération. Une alliance des bolcheviks avec l'impérialisme allemand porterait au socialisme international le coup moral le plus terrible qui pût encore lui être infligé. La Russie était le dernier

refuge où le socialisme révolutionnaire, la pureté des principes, les idéaux avaient encore cours ; les éléments authentiquement socialistes en Allemagne et dans toute l'Europe portaient vers elle leurs regards afin de se guérir du dégoût que suscite la pratique du mouvement ouvrier d'Europe occidentale, afin de s'armer de courage pour persévérer et croire encore aux œuvres idéales, aux paroles sacrées. Avec l'« *accouplement* » grotesque de Lénine et de Hindenburg s'éteindrait à l'Est la source de lumière morale. Il est bien évident que les dirigeants allemands mettent le couteau sous la gorge du gouvernement soviétique et profitent de sa situation désespérée pour lui imposer cette alliance contre nature. Mais nous espérons que Lénine et ses amis ne céderont à aucun prix, qu'ils seront catégoriques dans leur réponse à cette provocation : jusqu'à et pas plus loin !

Une révolution socialiste assise sur les baïonnettes allemandes, une dictature prolétarienne sous la juridiction protectrice de l'impérialisme allemand — voilà qui serait pour nous un spectacle d'une monstruosité inégalée. Et ce serait de surcroît *purement et simplement de l'utopie*. Sans compter que le prestige des bolcheviks dans leur propre pays serait anéanti ; ils y perdraient toute liberté d'action, toute indépendance, même intérieure, et d'ici très peu de temps, ils disparaîtraient totalement de la scène. Même un enfant aurait discerné depuis longtemps que l'Allemagne n'est qu'hésitante mais guette l'occasion qui lui permettra, à l'aide des Milioukov, de quelconques hetmans et de Dieu sait quels sombres hommes d'honneur et de paille, de mettre un terme au pouvoir bolchevik, de contraindre Lénine et ses amis à étrangler ce pouvoir de leurs propres mains, après leur avoir fait jouer comme aux Ukrainiens, aux Loubinski et consorts le rôle du cheval de Troie.

C'est alors seulement que tous les sacrifices consentis jusqu'à présent, le grand sacrifice de la paix de Brest, l'auraient été en vain ; car ils l'auraient, en fin de compte, achetée au prix de la banqueroute morale. N'importe quel déclin politique des bolcheviks dans un combat loyal contre des forces trop puissantes et la défaveur de la situation historique, serait préférable à ce déclin moral.

Les bolcheviks ont certainement commis plus d'une faute dans leur politique et en commettent sans doute encore — qu'on nous cite une révolution où aucune faute n'a été commise ! L'idée d'une politique révolutionnaire sans faille, et surtout dans cette situation sans précédent, est si absurde qu'elle est tout juste digne d'un maître d'école allemand. Si, dans une situation exceptionnelle, un simple vote au Reichstag fait déjà perdre la « tête » aux « chefs » du socialisme allemand, alors que la voie leur est clairement tracée par l'a b c du socialisme, si alors leur cœur bat la chamade et s'ils y perdent tout leur socialisme comme une leçon mal apprise — comment veut-on qu'un parti placé dans une situation historique véritablement épineuse et inédite, où il veut tracer

de nouvelles voies pour le monde entier, comment veut-on qu'il ne commette pas de faute ?

Cependant, la situation fatale dans laquelle se trouvent aujourd'hui les bolcheviks, ainsi que la plupart de leurs fautes sont elles-mêmes la conséquence du caractère fondamentalement insoluble du problème auquel les a confrontés le prolétariat international et surtout le prolétariat allemand. Etablir une dictature prolétarienne et accomplir un bouleversement socialiste dans un seul pays, encerclé par l'hégémonie sclérosée de la réaction impérialiste et assailli par une guerre mondiale, la plus sanglante de l'histoire humaine, c'est la quadrature du cercle. *Tout* parti socialiste était condamné à échouer devant cette tâche et à périr, qu'il soit guidé, dans sa politique par la volonté de vaincre et la foi dans le socialisme international, ou par le renoncement à soi-même.

Nous aimerions les voir à l'œuvre, ces flasques pleurnichards, les Axelrod, les Dan, les Grigorians et compagnie qui, l'écume aux lèvres, vitupèrent contre les bolcheviks et colportent leurs misères à l'étranger, trouvant en cela — et comment donc ! — des âmes compatissantes, celles de héros tels que Ströbel, Bernstein et Kautsky, nous aimerions bien voir ces Allemands à la place des bolcheviks ! Toute leur subtile sagesse se bornerait à une alliance avec les Milioukov à l'intérieur, avec l'Entente à l'extérieur, sans oublier qu'à l'intérieur, ils renonceraient consciemment à accomplir la moindre réforme socialiste ou même à l'entamer, en vertu de cette célèbre prudence de châtré selon laquelle la Russie est un pays agraire où le capitalisme n'est pas encore à point.

Voilà bien la fausse logique de la situation objective : *tout* parti socialiste qui accède aujourd'hui au pouvoir en Russie est *condamné* à adopter une fausse tactique aussi longtemps que le gros de l'armée prolétarienne internationale, dont il fait partie, lui fera faux bond.

La responsabilité des fautes des bolcheviks incombe en premier lieu au prolétariat international et surtout à la bassesse persistante et sans précédent de la social-démocratie allemande, parti qui prétendait en temps de paix marcher à la pointe du prolétariat mondial, s'attribuait le privilège d'endoctriner et de diriger tout le monde, comptait dans le pays au moins dix millions de partisans des deux sexes et qui maintenant crucifie le socialisme trente six fois par jour sur l'ordre des classes dirigeantes, comme les valets vénaux du Moyen Age.

Les nouvelles qui nous viennent aujourd'hui de Russie et la situation des bolcheviks sont un appel émouvant à la dernière étincelle du sentiment de l'honneur qui sommeille encore dans les masses d'ouvriers et de soldats allemands. Ils ont permis de sang-froid que la révolution russe soit déchiquetée, encerclée, affamée. Puissent-ils à la douzième heure la sauver au moins du comble de l'horreur : le suicide moral, l'alliance avec l'impérialisme allemand.

Il n'y a qu'une seule issue au drame qui s'est noué en Russie : l'insurrection tombant sur l'arrière de l'impérialisme allemand, le soulèvement des masses allemandes qui donnerait le signal d'un achèvement révolutionnaire international du génocide. Le sauvetage de l'honneur de la révolution russe coïncide, en cette heure fatale, avec le salut de l'honneur du prolétariat allemand et du socialisme international.

Spartakusbriefe, n° 11, septembre 1918, pp. 181-186.

(Les passages sur les S.R. de Gauche sont soulignés par nous.)

BIBLIOGRAPHIE

- *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*
(procès-verbaux du C.C. du parti bolchevik,
août 17-février 18) éd. Maspéro, B.S no4
- *Premier congrès de l'Internationale communiste* E.D.I. Paris
- *Tome 27 des Oeuvres complètes de Lénine*
(février-juillet 1918) éd. Sociales
- *L'an I de la Révolution russe* (3 tomes)
de Victor Serge éd. Maspéro, petite
col. no 88-89-90
- *Les bolcheviks et l'opposition, origines de
l'absolutisme communiste, 1^{er} stade*
1917-22 de Léonard Schapiro éd. Les îles d'or
- *La terreur sous Lénine* de Jacques Baynac éd. Sagittaire
- *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-21 -
L'État et la contre-révolution*
de Maurice Brinton cahier Autogestion
et socialisme, 24-25
- *La révolution russe* de Rosa Luxembourg éd. Spartacus, A. 4
- *La Brochure de Junius* de Rosa Luxembourg éd. La Taupe
- *Lettres et tracts de Spartacus, 1916-18 -
Contre la guerre, par la révolution,*
Rosa Luxembourg éd. Spartacus, C 7
- *La révolution bolchevique (tomes 2 et 3),*
de E-H.Carr éd. de Minuit
- *Rapallo : naissance d'un mythe,*
de Rena Bourzanel éd. A.Colin, fonda-
tion nationale des sc.
politiques
- *L'opposition ouvrière,*
d'Alexandra Kollontai éd. Le Seuil

- *La vie de Lénine (tome 1)*,
de Louis Fischer U.G.E., col. 10/18,
no 558-9-60
- *Lénine*,
de David Shub éd. Gallimard, col.
Idées, no 269
- *Trotsky, le prophète armé (tome 2)*,
d'Isaac Deutscher U.G.E., col. 10/18,
no 688
- *Démocratie des travailleurs ou dictature du parti,
textes de communistes de gauche et de l'opposition
ouvrière* (préface de Oskar Anweiler) - en espagnol
éd. Zéro, S.A.
- *La Conscience de la révolution*,
de R.V. Daniels - en anglais
Harvard University
Press, 1960
- *Histoire de la révolution russe*,
de Léon Trotsky (2 tomes) éd. Le Seuil-Politique,
no 11-12
- *Terrorisme et communisme*, de Léon Trotsky U.G.E., col. 10/18
no 128-29
- *Les rapports de production en Russie*,
de Chaulieu-Castoriadis, dans La société
bureaucratique U.G.E., col. 10/18,
(tome 1) no 751
- *La révolution inconnue*,
de Voline éd. Belfond
- *Pannekoek et les Conseils ouvriers*,
de S.Bricianer E.D.I.
- *Mise au point sur la révolution russe*,
du groupe « Pour une Intervention Communiste »
Brochure Jeune
Taupe (à paraître)